

Nations Unies

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

TRENTE-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels \*



COMMISSION SPECIALE DE LA  
DIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

2ème séance

tenue le

jeudi 1er juin 1978

à 10 h 30

New York

## COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA DEUXIEME SEANCE

Président : M. ORTIZ DE ROZAS (Argentine)

### SOMMAIRE

DECLARATION DU PRESIDENT

ORGANISATION DES TRAVAUX

\* Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées, *une semaine au plus tard à compter de la date de sa publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau A-3550.

Les rectifications seront publiées peu après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 h 55.

DECLARATION DU PRESIDENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Qu'il me soit tout d'abord permis d'adresser un salut très cordial à toutes les délégations ici présentes. Je tiens à dire qu'en ma qualité de président, je suis convaincu que grâce à la coopération que vous m'accorderez, et dont je vous remercie à l'avance parce que, grâce à elle, nous réaliserons, j'en suis certain, oeuvre utile, nous apporterons une importante contribution à la tâche de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Je voudrais adresser un salut tout particulier aux 54 membres du Comité préparatoire, parce que, grâce à leur collaboration et à leur appui, j'ai pu m'acquitter de ma fonction de Président de ce comité, ce qui, dans une large mesure, a facilité les travaux qui se déroulent au niveau de cette Assemblée extraordinaire.

Je tiens également à souhaiter la bienvenue en cette commission spéciale au Secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, M. Mikhail D. Sytenko, sur la précieuse collaboration de qui nous allons pouvoir compter tout au long de la présente session.

Le Président

Mes paroles de bienvenue et de reconnaissance s'adressent également au Directeur du Centre des Nations Unies pour le désarmement, M. Rolf Björnerotedt, ainsi qu'au Secrétaire du Comité, M. Alessandro Corradini, à M. Banerjee, ainsi que tant d'autres collaborateurs et conseillers du Secrétariat et du Centre pour le désarmement. En effet, ils ont tous travaillé avec une efficacité remarquable pour rendre possible cette session extraordinaire et permettre que les meilleurs résultats en découlent.

## ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Lorsque nous avons tenu la première séance de la Commission spéciale, qui avait pour objectif l'élection de son Bureau. je vous avais indiqué que je consulterais les membres du Bureau, je veux dire par là les huit vice-présidents ainsi que le Rapporteur, mon objectif étant, ce faisant, de vous présenter, sur la base d'un consensus du Bureau, un plan de travail utile pour organiser au mieux les travaux de la session et les discussions qui vont s'y dérouler afin de mener à bien notre travail et mettre au point un document final qui puisse être adopté par tous.

Les propositions que j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui à titre de recommandation émanant du Bureau font l'objet du document de conférence No 1. Vous constaterez, sur la base de ce document, que le Bureau de la Commission recommande ce qui suit :

1. La Commission spéciale devrait en principe se réunir trois fois par semaine, le lundi après-midi, le mercredi après-midi et le vendredi matin. Je dis bien "en principe", car la Commission spéciale ne tiendra pas de séance lorsqu'un chef d'Etat ou de gouvernement prendra la parole en séance plénière dans le cadre du débat général, cela pour assurer à toutes les délégations la possibilité d'assister à de telles séances et d'écouter ce que ces éminentes personnalités auront à nous dire. A moins donc de circonstances exceptionnelles de ce genre, s'il n'y a pas d'intervention de chefs d'Etat ou de gouvernement, la Commission spéciale se réunirait donc le lundi après-midi, le mercredi après-midi et le vendredi matin.

2. Toutes les propositions présentées au cours du débat général par les délégations qui souhaitent les inclure dans le document final de la session

Le Président

extraordinaire devront être transmis au Secrétariat au plus tard le 12 juin 1978 à midi. Nous vous faisons cette recommandation afin de donner à toutes les délégations des délais suffisants pour avoir la possibilité de présenter des propositions nouvelles au cas où elles l'estimeraient souhaitable. Certaines de ces propositions pourraient être présentées, ce qui a déjà été le cas, au cours de l'Assemblée générale en séance plénière. Mais, ces mêmes propositions devraient de toute façon être également présentées à la Commission spéciale sous forme de document de travail, afin d'être examinées, analysées et être incluses dans le document final. Comme vous le savez, le 9 juin est la date que nous avons fixée pour la fin du débat général. Il paraît donc logique que nous choissions le 12 juin à 12 heures, comme date limite pour la présentation des propositions.

3. La Commission spéciale ne devrait pas avoir de débat général. En effet, le Président de l'Assemblée générale a procédé à une répartition des tâches lors de la première réunion de la session extraordinaire et vous vous souviendrez qu'il a été décidé que le débat général se déroulerait en séance plénière et que les points 9 à 13 de l'ordre du jour feraient par contre l'objet de discussions au sein de la Commission spéciale. Il s'ensuit logiquement qu'il est inutile de répéter en Commission spéciale ce qui aura déjà été dit lors du débat en séance plénière de la session extraordinaire. Ceci ne signifie bien entendu pas que les délégations qui auraient des déclarations à faire dans le contexte des propositions que l'on trouve dans le rapport du Comité préparatoire, dans le projet de document final ou en ce qui concerne les propositions nouvelles, ne devraient pas avoir la possibilité de le faire si elles le souhaitent ici au sein de la Commission spéciale. En d'autres termes, chacune des délégations pourra faire les commentaires ou observations qu'elle jugerait utiles ou nécessaires sur les propositions que contiennent les documents de référence ou les propositions nouvelles qui seraient présentées.

Le Président

4. Afin de faciliter l'accomplissement de notre tâche, il a été jugé utile de vous proposer la constitution de deux groupes de travail ouverts. J'entends par là que chacun d'entre vous peut y participer. Toutes les délégations intéressées pourraient participer à leurs travaux, qui se dérouleraient sous l'égide de la Commission spéciale. Un premier groupe de travail, que nous appellerons groupe de travail A, serait chargé de tout ce qui a trait à l'introduction, la déclaration et le mécanisme, en d'autres termes, les sections I II et IV du projet de document final. Un second groupe de travail, le groupe B, serait chargé de tout ce qui a trait au programme d'action, en d'autres termes, la section III du projet de document final.

5. Afin de maintenir un équilibre approprié des nominations au Bureau de la Commission spéciale et de ses organes subsidiaires, nous suggérons que le Groupe de travail A soit présidé par un vice-président appartenant au groupe de l'Europe occidentale et des autres Etats et que le Groupe de travail B soit présidé par un vice-président appartenant au groupe de l'Europe orientale.

6. Dans les cas exceptionnels, le Président d'un groupe de travail pourrait se faire remplacer par un membre de sa délégation.

Le Président

7. Dans les groupes de travail, dans toute la mesure du possible, les groupes régionaux ou les groupes qui ont présenté des propositions devraient disposer d'un nombre limité de porte-parole. L'idée ici est de veiller à faciliter au maximum le déroulement des discussions, l'analyse et la rédaction des textes. Mais il est bien entendu que chaque délégation aura le droit d'exposer ses points de vue, tant dans les groupes de travail que dans la Commission spéciale. Elle pourra prendre la parole, je tiens à le redire, chaque fois que ce sera possible. Mais chacun des groupes de travail devrait désigner un porte-parole choisi parmi les délégations qui ont avancé des propositions, ou tout autre porte-parole qu'il souhaiterait nommer, que ce soit au niveau du Comité préparatoire ou au niveau de la session extraordinaire.

8. Ces deux groupes de travail n'auront pas de rapporteur; c'est le Rapporteur de la Commission spéciale qui suivra les travaux des deux groupes et assurera la coordination nécessaire.

9. Les deux groupes de travail commenceront à travailler dès demain, 2 juin. Nous devons tenir compte de l'élément temps, qui est limité. En effet, du 2 au 28 juin, nous ne disposerons que de 26 jours en tenant compte des samedis et des dimanches. La tâche qui reste à accomplir est vaste et complexe. Par conséquent, nous avons pensé que les groupes de travail devraient commencer leurs travaux sans perdre de temps, en d'autres termes, dès demain matin.

10. Il convient de faire tous les efforts possibles pour éviter que s'ouvrent de nouvelles discussions sur les parties du projet du document final qui ne sont pas entre crochets. Cela ne signifie évidemment pas que nous souhaitons éviter les commentaires que les délégations pourraient estimer nécessaires. Cela signifie simplement que compte tenu du fait que les textes qui ne sont pas entre crochets sont déjà le reflet d'un consensus entre les délégations représentant les différents groupes composant les Nations Unies, il nous paraît préférable, dans la mesure du possible, de ne pas rouvrir de discussion sur ce qui a déjà fait l'objet d'un accord et de concentrer notre attention sur les aspects, encore nombreux malheureusement, qui offrent les difficultés les plus grandes.

Le Président

11. Les groupes de travail pourront constituer des groupes de rédaction. En principe, le Bureau a considéré que le groupe de travail qui se constitue pour examiner l'introduction, la déclaration et le mécanisme, jugerait peut-être opportun de créer un groupe de rédaction pour l'introduction et la déclaration. La composition des groupes de rédaction devrait englober les délégations intéressées, y compris celles qui présentent ou qui ont présenté des propositions, en tenant compte à cet égard d'une distribution équitable dans la composition. Les groupes de rédaction, comme il est d'usage dans ces cas là aux Nations Unies, travailleront d'une manière officieuse, et sans interprétation.

12. D'une manière générale, on veillera à ce que les groupes de travail ne se réunissent pas en même temps que la Commission spéciale. Je précise bien "d'une manière générale", parce qu'il pourrait être nécessaire, à une quelconque étape de nos travaux, que la Commission et les deux groupes de travail se réunissent simultanément. Il faut à cet égard garder toute la souplesse nécessaire. Mais je le répète, en principe, la recommandation du Bureau est de veiller à ce que nous ne nous réunissions pas simultanément, afin de donner la possibilité aux délégations qui ne disposent pas d'un grand nombre de membres d'assister aux travaux des deux groupes de travail.

13. La Commission spéciale recevra chaque semaine les rapports des présidents des deux groupes sur l'avancement des travaux. Ces rapports seront présentés au cours des réunions hebdomadaires du lundi après-midi. Je rappelle ici que si, pour une des raisons que j'ai mentionnées, telles que des interventions de chefs d'Etat ou de gouvernement, la Commission spéciale ne pouvait se réunir un lundi après-midi, nous fixerions à l'avance la date à laquelle les Présidents des groupes de travail présenteraient leurs rapports.

14. Les réunions des groupes de travail ne feront pas l'objet de comptes rendus analytiques. L'idée ici est de promouvoir, dans toute la mesure du possible, un échange d'idées fructueux qui permette de faire des progrès dans la rédaction du projet du document final. Car il est indéniable que dans une réunion officieuse et sans comptes rendus, les délégations peuvent s'exprimer avec plus de liberté et d'aisance. C'est là le sens qu'il convient d'accorder à cette

Le Président

recommandation. Toutefois, le Secrétariat préparera une note concise à la fin de chacune des séances, dans laquelle seront consignées les observations et les décisions. Cette note sera distribuée aux Présidents des groupes de travail pour leur donner une vision d'ensemble des débats qui ont lieu dans les différents groupes.

15. Les groupes de travail disposeront de tous les services d'interprétation et de secrétariat.

Voici donc les recommandations qui ont fait l'objet d'un consensus au Bureau, comme je vous l'ai dit au début. Qu'il me soit permis de souligner, une fois de plus, la précieuse coopération et la contribution de chacun des membres du Bureau. Etant donné que les cinq groupes géographiques sont représentés au sein du Bureau, il me plaît à penser que ces recommandations paraîtront également acceptables aux membres de la Commission spéciale. Puis-je tenir pour acquis que ces recommandations relatives à l'organisation de nos travaux ne présentent aucun inconvénient pour les membres de la Commission spéciale?

M. LING (Chine) (interprétation du chinois) : Nous avons noté les recommandations faites par les membres du Bureau de la Commission spéciale en ce qui concerne l'organisation des travaux de la Commission au cours de cette session extraordinaire. La délégation de la Chine n'a pas participé aux travaux de la précédente session du Comité préparatoire pour la session extraordinaire consacrée au désarmement, pas plus qu'elle n'a participé aux discussions et à la rédaction des différents documents. La délégation de la Chine a procédé à une étude préliminaire du projet de document final qui figure dans le rapport du Comité préparatoire. Nous aimerions avoir la possibilité de préciser notre position et d'exposer notre point de vue sur les questions pertinentes au cours des réunions de la Commission spéciale et de ses groupes de travail, et de présenter nos opinions ou propositions au moment opportun.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais assurer le représentant de la Chine que sa délégation, de même que toute autre délégation ici présente et, en particulier, celles qui n'ont pas participé aux travaux du Comité préparatoire, auront toute latitude d'exposer leurs points de vue à la Commission spéciale et aux groupes de travail. En outre, conformément à la recommandation que je soumetts à l'adoption de la Commission, à la délégation de la Chine et à toute autre délégation pourront d'ici le 12 juin, à midi, présenter par écrit toute proposition qu'elles jugeraient nécessaires.

M. MISTRAL (France) : Monsieur le Président, je voudrais simplement solliciter de votre part une petite précision en ce qui concerne plus particulièrement le paragraphe 11 du document de travail No 1, qui a été distribué ce matin. Il s'agit des méthodes de travail des groupes de rédaction. Je voudrais qu'il nous soit indiqué qu'il est bien dans vos intentions, que les différentes interventions qui pourraient être prononcées par les délégations dans ces groupes de rédaction - lesquels fonctionneront de façon officieuse et sans interprétation - pourront l'être dans les deux langues de travail du Secrétariat. Puis-je considérer que telle est bien l'intention de la présidence?

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Pour répondre à la question du représentant de la France, il me faut rappeler que les possibilités d'interprétation sont limitées. Comme je l'ai déjà dit, la Commission, en principe, ne se réunira pas en même temps que les groupes de travail. Toutefois, le cas échéant, cela pourrait se produire. Dans ce cas, il nous faudrait assurer l'interprétation pour trois séances simultanées. Mais dans le cas inverse, il n'y aurait qu'à l'assurer pour les deux séances simultanées des groupes de travail.

Mais les groupes de travail, de leur côté, en fonction des questions qui y seront traitées, pourront constituer, s'ils le jugent bon, des groupes de rédaction distincts. Or il pourrait arriver que quatre ou cinq groupes de rédaction se réunissent au moment même où se réuniront les deux groupes de travail. Autrement dit, cinq, six ou sept groupes pourraient se réunir simultanément. Dans ce cas, il serait extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'assurer l'interprétation simultanée de tous les groupes, groupes de travail et groupes de rédaction.

C'est pourquoi il a été proposé que les discussions des groupes de travail aient lieu en une seule langue. Cela n'interdit évidemment pas, si diverses personnes connaissent plusieurs langues, que les discussions dans les groupes de rédaction aient lieu dans deux langues. Je tiens simplement à souligner qu'il ne pourra pas y avoir d'interprétation simultanée officielle des Nations Unies. J'espère que j'ai ainsi répondu aux préoccupations du représentant de la France.

M. NAIK (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation tient à dire toute sa reconnaissance au Bureau de la Commission spéciale pour nous avoir présenté des recommandations très claires et très précises qui, nous en sommes sûrs, faciliteront les travaux de la Commission. Nous n'avons demandé la parole que pour obtenir quelques éclaircissements sur un ou deux points, des éclaircissements qui, d'ailleurs, aideront non seulement ma délégation mais peut-être également les autres délégations.

J'en viens tout d'abord au paragraphe 2 des recommandations, qui a trait aux propositions avancées pendant le débat général par les délégations. Pour nous, ce paragraphe ne fait allusion qu'aux nouvelles propositions qui ont été faites pendant le débat général et n'interdit aucune modification ni amendement aux propositions existantes, qui sont peut-être déjà contenues dans le rapport du Comité préparatoire. Nous comprenons aussi qu'il nous sera loisible de présenter ces modifications soit dans les groupes de travail appropriés, soit dans les groupes de rédaction, afin que nous parvenions le plus tôt possible à un consensus.

Mon observation suivante concerne le paragraphe 3, qui déclare que la Commission spéciale ne doit pas tenir de débat général, mais que cela ne doit pas empêcher les délégations de faire des déclarations sur les propositions contenues dans le rapport du Comité préparatoire ou sur les nouvelles propositions. Il est concevable que les auteurs de ces nouvelles propositions ou ceux qui les présentent voudront certainement faire des déclarations pour les préciser. Mais nous estimons que les autres délégations doivent elles aussi pouvoir faire des observations générales sur ces nouvelles propositions. En d'autres termes, nous souhaiterions qu'on nous confirme que tant les auteurs des nouvelles propositions que les autres délégations pourront faire des observations générales sur ces propositions.

Le paragraphe 7 contient une recommandation qui facilitera sans aucun doute nos travaux, mais, là encore, nous croyons comprendre que les délégations qui auront présenté certaines propositions de leur propre initiative auront également la possibilité de parler en leur propre nom plutôt que par le truchement d'un porte-parole.

M. Naik (Pakistan)

Nous voulions faire des observations sur le paragraphe 10, mais, Monsieur le Président, vous avez déjà indiqué dans vos remarques liminaires que, bien que tout le monde souhaite éviter un débat général sur les parties du document qui ne sont plus entre crochets, certaines délégations qui n'ont peut-être pas participé aux travaux du Comité préparatoire devraient avoir la possibilité d'exprimer leurs vues sur ces parties.

D'autres éclaircissements nous ont été apportés par d'autres délégations sur d'autres questions. Nous serons très heureux, Monsieur, de suivre les recommandations que vous nous avez présentées et nous sommes prêts à commencer dès demain le travail de fond, comme vous l'avez proposé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je répondrai au représentant du Pakistan que son interprétation des paragraphes 2, 3 et 7 est correcte. En d'autres termes, le paragraphe 2 a trait effectivement aux nouvelles propositions; le paragraphe 3, quant à lui, naturellement, laisse à toute délégation qui le souhaite la possibilité de faire des commentaires, sur les propositions nouvelles comme sur celles déjà existantes. En ce qui concerne le paragraphe 7, il va également de soi que les délégations qui ont présenté des propositions au Comité préparatoire ou qui les présentent à notre Commission auront tout loisir de les expliciter, à la Commission spéciale comme dans les groupes de travail.

M. VELLODI (Inde)(interprétation de l'anglais) : J'aimerais demander une précision à propos des comptes rendus de la Commission et des groupes de travail. Je crois comprendre que la Commission spéciale aura des comptes rendus qui nous seront remis rapidement. Je pense qu'elle y aura des comptes rendus analytiques et non des comptes rendus sténographiques. Je voudrais des précisions là dessus. , S'il y a des comptes rendus analytiques, je sais par expérience qu'il faut attendre plus longtemps pour la reproduction et la distribution que pour les comptes rendus sténographiques.

Je soulève ce point, Monsieur le Président, parce que vous dites au paragraphe 2 que les nouvelles propositions doivent être présentées au Secrétariat, afin d'être distribuées en tant que documents de travail de la Commission spéciale; mais ceux qui veulent faire de nouvelles propositions ne voudront pas toujours les présenter par écrit au Secrétariat pour distribution et préférerons parfois les expliquer devant la Commission elle-même. J'espère donc que les comptes rendus de la Commission spéciale nous seront distribués le plus rapidement possible.

Vous avez également suggéré au paragraphe 3, Monsieur le Président, que les Groupes de travail ne se réunissent pas, en principe, en même temps que la Commission spéciale. En même temps, vous avez dit que cette décision n'était pas définitive et que le facteur temps nous obligera peut-être par la suite de prévoir des réunions concomitantes. Vous nous avez dit que la Commission spéciale recevra des rapports sur l'état d'avancement des travaux à sa réunion du lundi. J'aimerais quelques précisions à ce sujet, et en particulier sur ce que la Commission fera les deux autres jours, mercredi et vendredi, surtout après la semaine prochaine, date à laquelle les délégations voudront sans doute faire des déclarations générales.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : En ce qui concerne la première question du représentant de l'Inde, la réponse est que la Commission spéciale aura des comptes rendus sténographiques. Cependant, si une délégation fait une proposition oralement, il faudra, pour qu'elle figure dans le document final et qu'elle puisse être analysée par toutes les délégations, qu'elle soit présentée par écrit, en dehors de la proposition orale, car cela facilitera la tâche des groupes de travail.

Le Président

En ce qui concerne le paragraphe 12, c'est à dessein que nous avons gardé une certaine souplesse, parce que la plus grande partie du travail se fera dans les Groupes de travail; mais lorsque la Commission spéciale se réunira en séance plénière, elle entendra éventuellement les déclarations de délégations, avec commentaires et réflexions sur les différents aspects des questions débattues en groupes de travail; ce faisant, les délégations pourront alors traiter des travaux des deux groupes de travail, et pas seulement de chacun séparément.

En outre, la Commission se réunira pour entendre d'autres types de déclarations, des commentaires d'ordre général sur l'évolution de nos travaux, par exemple. C'est pourquoi nous avons prévu trois réunions par semaine de la Commission spéciale.

Au fur et à mesure que nos travaux avanceront, nous aviserons quant à la méthode à suivre. S'il nous paraît bon que la Commission se réunisse non pas trois fois par semaine mais deux fois, nous en déciderons ainsi. Si nous constatons au contraire qu'il est préférable de tenir un plus grand nombre de réunions plénières, nous le ferons. Tout cela dépendra de la manière dont avanceront nos travaux, et nous examinerons la question en Commission.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais poser une question à propos du paragraphe 9. Nous nous félicitons des recommandations faites par le Bureau de la Commission spéciale sur le fait que les deux groupes de travail devraient commencer demain, 2 juin. En commentant cette recommandation, vous avez dit, Monsieur le Président, qu'il fallait commencer le plus tôt possible, étant donné qu'il ne nous reste que 26 jours, ce qui est juste puisque c'est le 28 juin que doivent se terminer les travaux de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il faudra donc que les groupes de travail terminent leur débat quelques jours avant. Il faudra aussi que les travaux de la Commission spéciale elle-même s'achèvent quelques jours avant le 28 juin pour consacrer un ou deux jours à la discussion en plénière du bilan de nos travaux.

J'aimerais donc que des délais soient fixés pour la fin des travaux - deadlines comme on dit en anglais - des groupes de travail et de la Commission spéciale. Je crois que cela faciliterait l'organisation des travaux.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Le représentant de l'Union soviétique a tout à fait raison. Lorsque j'ai mentionné qu'il ne nous restait que 26 jours, je pensais bien entendu à la date de clôture de la session extraordinaire. Manifestement, il faudra que les groupes de travail et notre Commission elle-même terminent leurs travaux quelques jours au moins avant le 28 juin, date fixée pour la clôture de la session. Si je n'ai pas fixé de date limite pour l'achèvement des travaux des groupes de travail, c'est parce que c'est une question que je pensais aborder avec les présidents des deux groupes lorsqu'ils auront été élus par la Commission et lorsque nous aurons eu l'occasion de dresser ensemble un programme provisoire assorti de dates. Lorsque nous nous serons mis d'accord avec les présidents des groupes de travail et avec le rapporteur, j'aurais alors le plaisir de vous soumettre des dates ici. Manifestement, les considérations du représentant de l'Union soviétique sont très appropriées, et je ne les oublierai pas; j'y reviendrai d'ailleurs après les consultations en question.

M. FONSEKA (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, nous sommes heureux de vous voir présider cette Commission spéciale de la session extraordinaire, que vous dirigerez, nous en sommes certains, avec la même compétence et la même habileté dont vous avez fait preuve dans le passé.

Je voudrais également féliciter le Bureau pour le travail qu'il a accompli en préparant le Conference Room Paper No 1.

Nous savions déjà presque tout ce qui a été dit ici et je suis heureux de voir ces renseignements clairement exposés dans le document dont nous sommes saisis. Les réponses aux questions soulevées par certains représentants qui ont parlé avant moi m'ont apporté également les précisions que je voulais. Toutefois, je voudrais me référer spécialement au paragraphe 11, qui a trait aux groupes de rédaction. Certes, je conviens qu'il faudra établir des groupes de rédaction, qui devront se mettre au travail le plus rapidement possible pour les raisons indiquées par les représentants qui ont parlé avant moi, et notamment par le représentant de l'Union soviétique. J'aimerais savoir quand ces groupes de rédaction seront établis. Il est question dans le document d'un groupe de rédaction sur l'Introduction et la Déclaration. D'une manière générale, il avait été convenu que dans l'Introduction et la Déclaration, la fréquence des crochets ne serait pas aussi grande, et que par conséquent il serait possible au groupe de rédaction pertinent de se mettre au travail plus rapidement. Le Président a déclaré que le Groupe de rédaction sur l'Introduction et la Déclaration commencerait à travailler presque tout de suite. Je me demande ce que l'on entend par cela : s'agit-il de demain, 2 juin, comme on le propose ici, et combien de temps il faudra, de l'avis des délégations, pour établir les autres groupes de rédaction chargés de traiter des autres aspects du programme d'action. Je me demande si nous devons décider de cela maintenant ou si nous devons avoir un échange de vues plus approfondi à ce propos avant de décider du moment où nous établirons les groupes de rédaction. Je parle au nom de ma délégation et d'un groupe d'autres. Nous préférierions, quant à nous, attendre un peu. Je pense que les premières réunions des groupes de travail qui sont prévues pour demain nous permettront de voir quand nous pourrons le faire. Nous savons, donc, que cela doit avoir lieu, mais nous voudrions savoir quand.

M. Fonseka (Sri Lanka)

Je pense que lors de la prochaine réunion de la Commission spéciale, qui doit avoir lieu lundi après-midi, nous serons en mesure de préciser notre position à ce propos. Nous pourrions peut-être aussi apporter quelque précision en ce qui concerne l'établissement des dates limites. Je reconnais la nécessité inéluctable de ces dates limites si nous voulons terminer nos travaux, comme l'a déclaré le représentant de l'Union soviétique, deux ou trois jours avant la clôture de la session extraordinaire. Je partage son optimisme. Lundi donc, nous serons certainement en mesure d'être plus précis au sujet de l'établissement des dates limites.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : En ce qui concerne les observations du représentant de Sri Lanka, je tiens à indiquer que le paragraphe 11 du Conference Room Paper No 1 constitue une ligne directrice, une orientation. La composition et le nombre des groupes de rédaction devront faire l'objet d'une décision de la part de chaque groupe de travail; il en sera de même de la date à laquelle ces groupes de rédaction commenceront à travailler. Il appartiendra donc à chaque groupe de travail de décider des questions qui rendront nécessaire l'établissement des groupes de rédaction, de la composition de ces groupes et de la date à laquelle ils commenceront à travailler. Nous laissons cela entièrement aux soins de chaque groupe de travail.

La référence au groupe de travail dans le cadre de l'alinéa A) du paragraphe 4 sur l'Introduction et la Déclaration, comme le disait si justement le représentant de Sri Lanka, a été faite parce que ce sont les parties du projet du document final qui semblent, tout au moins en principe, les plus proches du texte définitif. Cependant, cela relève aussi de la décision du Groupe de travail, de même que les questions de savoir comment et quand les groupes de rédaction seront établis. La Commission spéciale doit, elle, fixer des règles générales. Il sera répondu aux observations très pertinentes du représentant de Sri Lanka au sein de chacun des groupes de travail.

Puis-je considérer que les recommandations du Bureau de la Commission spéciale, avec les précisions apportées ce matin, sont acceptables pour la Commission spéciale? S'il n'y a pas d'objections, il en est ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Nous nous conformerons donc aux indications contenues dans le Conference Room Paper No 1, compte tenu des précisions données verbalement à la suite des questions posées par certaines délégations.

Je voudrais maintenant soumettre à la Commission spéciale la présentation de deux candidatures à la présidence du groupe de travail A et du groupe de travail B. Je le fais avec une très vive satisfaction, car il s'agit de deux personnes très connues de nous tous et dont la compétence en la matière et le dévouement dont ils feront preuve, nous en sommes certains, dans l'exercice de leurs responsabilités, sont la garantie d'une exécution efficace de leurs tâches.

Le Président

J'ai décidé, après m'être assuré de votre accord, de présenter à la Commission spéciale la candidature de l'un de ses éminents vice-présidents, l'ambassadeur Malcolm J. C. Templeton, représentant de la Nouvelle-Zélande, pour présider le Groupe de travail A, qui sera chargé de l'Introduction, de la Déclaration et des mécanismes; après m'être également assuré de l'accord général, j'ai décidé de soumettre à la Commission la candidature d'un autre vice-président, représentant le groupe des Etats d'Europe orientale, l'ambassadeur Henryk Jaroszek, de la Pologne, pour la présidence du Groupe de travail B qui sera chargé des questions relatives au programme d'action.

Je ne crois pas devoir m'étendre très longuement sur la personnalité de ces deux éminents vice-présidents de la Commission, car comme je l'ai dit tout à l'heure, ils sont bien connus de tous et, en tant que Président, dès la première réunion du Bureau, j'ai eu l'occasion de bénéficier de leurs opinions éclairées.

Puis-je considérer, par conséquent, que la Commission approuve sans objection les candidatures que je viens de lui soumettre?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je tiens à être le premier à féliciter l'ambassadeur Malcolm J. C. Templeton, de la Nouvelle-Zélande, et l'ambassadeur Henryk Jaroszek, de la Pologne pour leur élection à l'unanimité à la présidence des Groupes de travail A et B, respectivement.

Je voudrais maintenant parler d'une autre question examinée déjà de manière approfondie par le Comité préparatoire au cours de ses séances et discutée aussi par le Bureau de la Commission spéciale lors de sa première réunion : je veux parler de la participation des organisations non gouvernementales et des instituts de recherche aux travaux de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Je voudrais à cet égard, rappeler l'historique de la question.

Au cours de sa quarantième séance, le Comité préparatoire de la session extraordinaire a décidé de recommander que deux séances de la Commission plénière, donc de notre Commission spéciale - soit au total cinq heures de travail - soient consacrées aux déclarations des organisations non gouvernementales et des instituts de recherche consacrés au désarmement. Il a décidé en outre de recommander que la journée choisie à cette fin soit le 12 juin, premier jour disponible après la fin de la discussion générale.

Le Président

Au cours de la même séance, le Comité a étudié la liste des 18 organisations non gouvernementales qui envisageraient de faire des déclarations en cette occasion, liste qui avait été présentée par la Conférence des ONG dotées de statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

Le Comité préparatoire a décidé de recommander que cette question, ainsi que la liste des orateurs des organisations non gouvernementales et des Instituts de recherche, soient réglées par la Commission spéciale au cours de la présente réunion, afin de donner aux orateurs le temps de préparer leurs déclarations. A cet égard, le Comité a noté que la liste présentée par la Conférence des ONG devrait être complétée par l'inclusion d'ONG de pays en développement ainsi que d'un représentant des organisations non gouvernementales japonaises et de représentants d'Hiroshima et de Nagasaki, afin de donner à la liste un meilleur équilibre et un caractère plus représentatif.

Compte tenu des observations du Comité, une liste supplémentaire de quatre ONG a été présentée au Bureau de notre Commission spéciale. C'est ainsi qu'a été dressée une liste de 22 organisations, auxquelles ont été ajoutées trois organisations nationales proposées par des délégations participant aux travaux de la session extraordinaire. La liste définitive, qui comprend 25 organisations, inscrites par ordre alphabétique, est en cours de distribution à la Commission et porte comme référence : Document de séance No 2.

Pour ce qui est des instituts de recherche, je rappelle qu'au cours de sa quarantième séance, le Comité préparatoire a accueilli avec faveur une demande de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, qui désire prendre la parole à la Commission spéciale; le Comité a décidé de recommander à la Commission d'examiner cette demande dans le cadre des demandes analogues qui pourraient être présentées par d'autres instituts de recherche. Nous avons justement reçu trois autres demandes d'instituts de ce genre. La liste complète, par ordre alphabétique, figure également dans le document de séance No 2, en cours de distribution.

Je désire maintenant mentionner un fait particulier : après que le Comité préparatoire eut adopté les recommandations dont j'ai parlé et également après que la Conférence des organisations non gouvernementales avec statut consultatif auprès de l'ECOSOC eut présenté une liste de 22 Organisations non gouvernementales,

Le Président

d'autres demandes ont été présentées. Elles m'étaient adressées personnellement ou l'étaient au Président de l'Assemblée générale, ou encore directement au Secrétariat. Ces demandes des organisations non gouvernementales traduisent un intérêt réel pour les travaux de l'Assemblée extraordinaire, auxquels ces ONG voudraient pouvoir participer. Malheureusement, ces demandes ont été présentées après réception de la liste de la Conférence des ONG. Le Comité préparatoire a évité soigneusement de se prononcer sur le bien-fondé et les mérites respectifs de ces demandes; il a laissé ce soin à la Conférence des organisations non gouvernementales. Donc, contrairement à la procédure établie par le Comité préparatoire et bien malgré eux, les membres du Bureau n'ont pas pu examiner les demandes de ces autres organisations non gouvernementales.

Le Président

Le temps nous a manqué. C'est un fait aussi que ces organisations non gouvernementales ne connaissaient pas la procédure et le calendrier fixés par le Comité préparatoire. C'est pourquoi aucune décision n'a été prise. Cependant, ces demandes supplémentaires montrent que plusieurs de ses organisations désirent participer à nos travaux.

Je suis certain que ces organisations, comme beaucoup d'autres, auront l'occasion lors d'une autre session, de présenter leurs points de vue. Au nom du Bureau et du Comité préparatoire, je tiens à les remercier de l'intérêt qu'elles ont porté à nos travaux.

Je voudrais vous transmettre une proposition qui a été adoptée par consensus par le Bureau de la Commission spéciale. Cette proposition est la suivante. Nous entendrions les vingt-cinq organisations non gouvernementales, énumérées dans la liste qui a été distribuée, pendant les séances du matin et de l'après-midi du 12 juin, et nous réserverions la séance du matin du 13 juin aux instituts de recherche, compte tenu de la différence du rôle que jouent ces organisations et ces instituts. Les directeurs de ces organisations et de ces instituts feraient leurs déclarations dans l'ordre alphabétique où ils figurent sur les listes.

Puis-je considérer qu'il n'y a pas d'objection à la proposition que je vous fais au nom du Bureau?

M. MEDANI (Soudan) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai écouté avec une grande attention vos explications. Je m'empresse de dire que la liste qui nous a été distribuée ce matin ne suscite aucune objection de ma part. Le seul point que je désire soulever est le suivant. Vous avez dit que la liste avait été soumise par le Conseil des organisations non-gouvernementales. Or nous sommes saisis d'une demande qui vous a été présentée par le Conseil soudanais pour la paix et la solidarité internationales. Il se trouve que ce Conseil ne savait pas auparavant que sa demande devait être présentée à vous-même, au Comité préparatoire ou même au Conseil des organisations non gouvernementales afin qu'une décision puisse être prise au sujet de la liste de ceux qui participeront à nos débats en faisant une déclaration et ceux qui n'y prendront pas part.

Je crois savoir que la délégation du Conseil soudanais avait déjà présenté sa requête. Mais le point le plus important que je désire soulever est le suivant : en jetant un rapide coup d'oeil sur cette liste, je constate qu'elle respecte la répartition régionale ou zonale, mais que le continent africain, ou même la zone du Moyen-Orient, n'y est pas très bien représenté. Or, le Conseil soudanais a présenté sa demande en tenant compte précisément de cette situation. Je me demande si la Commission sera d'accord avec moi. Je sais qu'un certain nombre de demandes vous ont été présentées, mais si nous prenons un point précis seulement, à savoir la représentation de l'Afrique ou celle du Moyen-Orient, nous estimons que le Conseil soudanais pour la paix et la solidarité internationales mérite une place sur cette liste particulière. Il n'y a que l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques qui, par nature, soit africaine et asiatique. Le Conseil soudanais pourrait représenter la région de l'Afrique à cet égard, ou géographiquement, ou alternativement il pourrait représenter le Moyen-Orient. C'est pourquoi j'estime que la demande de ce Conseil mérite votre attention personnelle et celle des autres membres de la Commission.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : En ce qui concerne le choix des organisations non gouvernementales, je crois utile de répéter, plus particulièrement pour la gouverne des délégations qui n'étaient pas membres du Comité préparatoire, que dès le début le Comité avait compris qu'il n'était pas de sa compétence de se prononcer sur le choix des organisations non gouvernementales.

Je suis certain que vous comprendrez aisément le problème devant lequel se serait trouvé le Comité préparatoire s'il avait dû se prononcer sur la question de savoir quelles organisations non gouvernementales pourraient participer à nos débats et quelles autres ne pourraient pas y prendre part, sans compter que plus de 300 organisations non gouvernementales ont demandé à prendre la parole. C'est pourquoi, le Comité préparatoire a fort

Le Président

sagement laissé à la Conférence des organisations non gouvernementales le soin d'en décider. Cette conférence a tenu des consultations à Genève et à New York. Lorsqu'une liste de 18 organisations non gouvernementales a été présentée, le Comité préparatoire, sans se prononcer sur le fond, comme je le disais il y a un instant, s'est borné à déclarer que la liste devrait être complétée par des organisations non gouvernementales de pays en développement, afin qu'elle soit mieux équilibrée et plus représentative.

Un peu plus tard, il a proposé un représentant des organisations non gouvernementales japonaises et des citoyens d'Hiroshima et de Nagasaki, sur la base de la proposition d'une délégation nationale, compte tenu de circonstances connues de tous. C'est dans ces conditions que la liste est passée de 18 à 22 organisations non gouvernementales.

Le Comité a décidé d'entendre 25 organisations non gouvernementales. Trois délégations ont présenté des propositions en vue d'inclure des organisations nationales non gouvernementales de ces trois pays; ces demandes ont été prises en considération par le Bureau et incluses dans la liste des 25 organisations qui a été présentée.

Je ne doute nullement, non plus j'en suis certain qu'aucun membre du Bureau, des mérites et des titres fort valables du Conseil soudanais pour la paix et la solidarité internationales à prendre la parole devant la Commission spéciale. Mais le problème auquel nous devons faire face est celui du choix et de la procédure qui a conduit à la liste des 25 organisations; tout comme le Conseil soudanais pour la paix et la solidarité internationales, diverses autres organisations non gouvernementales ont manifesté le désir de prendre ici la parole. Mais pour les raisons que j'ai déjà avancées, ces organisations n'ont pas suivi la procédure longuement examinée par le Comité préparatoire au sein duquel tous les groupes régionaux étaient représentés, et étant donné que la procédure établie par le Comité préparatoire n'a pas été observée, il n'a pas été possible d'inclure ces organisations non gouvernementales sur la liste définitive. Les demandes dont on a tenu compte, mises à part celles que j'ai mentionnées, sont celles qui avaient été présentées en temps voulu par des délégations nationales.

Le Président

Je le regrette, mais le Comité préparatoire et le Bureau de cette Commission avaient une liste définitive de 25 organisations. Nous avons ainsi les mains liées car le Bureau devait suivre la procédure fixée par le Comité préparatoire. C'est pour ces raisons que plusieurs organisations n'ont pas été incluses dans la liste, pour ces seules raisons, et non point pour d'autres.

Le Président

En conséquence, la recommandation du Bureau, qui a tenu compte de toutes les circonstances que je viens d'évoquer, a été de dresser cette liste des 25 organisations qui font l'objet du document qui vous a été distribué. J'espère que cette précision permettra au représentant du Soudan de se joindre à cet accord, car si la demande de candidature de cette organisation non gouvernementale ne peut pas être suivie, c'est uniquement pour les raisons que je viens d'évoquer, indépendamment des mérites de cette organisation.

Puis-je tenir pour acquis que la Commission accepte de prendre à son compte la recommandation du Bureau?

Il en est ainsi décidé.

M. LING (Chine) (traduction de l'anglais) : La délégation de la Chine n'est pas contre la recommandation visant à inviter certaines organisations non gouvernementales ou instituts de recherche à prendre la parole devant la Commission. Mais nous n'avons pas pu manquer de constater que dans la liste que recommande le Bureau à la Commission spéciale, on trouve le Conseil mondial de la paix et d'autres organisations du même ordre.

Vous savez tous que les organes directeurs du Conseil mondial de la paix et autres organismes identiques se limitent à n'être qu'un instrument payé par une superpuissance. Pendant une longue période, ils n'ont fait que suivre la ligne de cette superpuissance en ce qui concerne toute une série de problèmes internationaux, ne servant que sa seule politique d'agression et de guerre, et clamant bien haut des slogans de désarmement alors que cette puissance ne cesse d'accroître les armements. Nous voulons par conséquent renouveler les réserves sérieuses de la délégation de la Chine à voir inviter les représentants du Conseil mondial de la paix et d'organisations similaires à prendre la parole devant la Commission spéciale de la session extraordinaire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Il sera pris note des déclarations du représentant de la Chine. Je me permets toutefois d'insister sur le fait qu'en approuvant cette liste, ni les membres du Bureau, ni évidemment, aucun des membres de la Commission ne prennent position pour ou contre lesdites organisations non gouvernementales. Cette liste a été présentée en fonction de la procédure de sélection que je viens d'évoquer dans tous ses détails. Le fait d'approuver cette liste ne signifie pas que l'une quelconque des délégations ici présentes porte un jugement de valeur sur telle ou telle des organisations qui composent cette liste sur l'orientation de leurs activités ou l'une quelconque des circonstances qui auraient pu inspirer les organisations non gouvernementales à participer au débat. Il s'agit purement et simplement d'une liste qui a été dressée par les organisations non gouvernementales elles-mêmes. La Commission approuve cette liste afin que ces organisations puissent intervenir dans le débat, ce qui ne revient absolument pas à reprendre à notre compte les théories défendues par ces organisations non gouvernementales ou les points de vue soutenus par elles soit dans le passé, soit le 12 juin. C'est bien dans ce sens que la Commission approuve cette liste.

Permettez-moi également de répéter que nous regrettons qu'il y ait d'autres organisations non gouvernementales ayant sûrement des qualifications telles qu'elles pourraient aussi intervenir, mais qui n'ont pas eu la possibilité de le faire.

M. YANKOV (Bulgarie) (traduction de l'anglais) : Qu'il me soit permis de vous dire, Monsieur le Président, que nous sommes parfaitement d'accord avec vous. Nous comprenons les explications que vous nous avez données en ce qui concerne la liste des organisations non gouvernementales. A notre avis, il s'agit là d'une liste équilibrée et représentative; elle est le reflet des points de vue de diverses organisations, une coupe à la fois régionale, politique, religieuse, mouvements de jeunesse, mouvements de femmes, mouvements pacifiques, soit au niveau national, soit au niveau international. Evidemment, on ne saurait en aucun cas répondre à toutes les demandes, du fait des limitations que nous avons; mais, étant donné les circonstances, nous répétons qu'il s'agit là d'une liste bien établie. Bien entendu, comme l'a dit le Président, chaque délégation, selon sa philosophie, aurait pu faire des réserves vis-à-vis de telle ou telle de ces organisations.

M. Yankov (Bulgarie)

En ce qui concerne le Conseil mondial de la paix, je n'ai pas besoin ici de le défendre, ni de me faire l'avocat de telle ou telle organisation précise. Mais étant donné qu'on s'est référé à celle-ci, j'aimerais déclarer à mon tour que l'historique des activités du Conseil mondial de la paix est connu de tous et ses activités dans ce domaine sont tout aussi bien connues. Le Conseil mondial de la paix jouit du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC); il a participé à de nombreuses réunions de l'Organisation des Nations Unies, y compris la session extraordinaire sur la Namibie et d'autres activités. Le Conseil des organisations non gouvernementales a soumis sa candidature en conformité avec la procédure adoptée. Par conséquent, cette liste des organisations non gouvernementales, nous devons la prendre pour ce qu'elle est, c'est-à-dire comme constituant un ensemble ayant fait l'objet d'un accord. Je suggère donc que nous adoptions cette liste sur la base d'un consensus, comme le propose le Bureau.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Puis-je vous faire remarquer que la Commission a déjà approuvé cette liste.

J'ai maintenant l'honneur de donner la parole à Mme Thorsson, Sous-Secrétaire d'Etat de Suède. Mme Inga Thorsson, qui est présidente du Groupe spécialisé d'experts sur les rapports entre le désarmement et le développement, va nous présenter le rapport de ce groupe.

Mme THORSSON (Suède) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter très sincèrement de votre élection à la Présidence de la Commission spéciale. Ayant déjà eu l'occasion de travailler avec vous lors des cinq sessions du Comité préparatoire à la session extraordinaire, je connais bien vos qualités et je ne puis que vous remercier d'avoir accepté à nouveau une tâche si ardue, assurant par là la continuité de notre travail, chose si importante pour obtenir un résultat fructueux.

Mme Thorsson (Suède)

Je vous ai prié de me donner la parole aujourd'hui pour évoquer au niveau de la Commission spéciale un sujet déjà évoqué par de nombreux orateurs intervenus au cours du débat général : le rapport qui existe entre le désarmement et le développement. Dans son intervention liminaire, le Secrétaire général a souligné que ce qui caractérise peut-être la présente génération, c'est le fait que nous sommes devenus conscients de notre capacité de nous détruire nous-mêmes. Et c'est, pense-t-il, cette prise de conscience du détournement des ressources matérielles et humaines consacrées à la cause du désarmement, retardant d'autant un développement social et économique équitable, qui nous a amenés à nous réunir aujourd'hui pour la présente session. C'est donc cette véritable prise de conscience qui devrait nous permettre aujourd'hui de nourrir de très grands espoirs, comme le disait le Secrétaire général.

Mme Thorsson (Suède)

Au sein du Comité préparatoire, au mois de septembre de l'année dernière, les délégations du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, ont soumis une proposition demandant aux Nations Unies de procéder à une étude approfondie sur le rôle des dépenses militaires dans l'économie mondiale et les conditions qu'il faudrait réunir pour réutiliser, avec succès, ces ressources à des fins pacifiques. Nous avons fait cette proposition, conscients des énormes ressources qui sont consacrées aux armements et qui seraient bien mieux utilisées pour répondre aux besoins urgents du développement économique et social, surtout dans les pays en développement, et en soulignant les rapports entre les efforts du désarmement et les mesures visant à favoriser le progrès économique et social.

Par sa résolution 32/88 A du 12 décembre 1977, l'Assemblée générale a adopté la recommandation du Comité préparatoire demandant qu'une étude approfondie soit entreprise sur les rapports existant entre le désarmement et le développement et que l'objet de cette étude soit déterminé par l'Assemblée elle-même au cours de la présente session extraordinaire. Le Secrétaire général s'est vu prié de constituer un groupe spécial d'experts gouvernementaux chargé de définir le cadre et l'objet de cette étude et de transmettre aux Etats Membres le rapport du groupe spécial au plus tard un mois avant l'ouverture de la session extraordinaire. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a nommé le Groupe spécial sur les rapports existant entre le désarmement et le développement. Le rapport du Groupe a été transmis aux Etats Membres le 5 avril 1978 dans le document A/S-10/9.

En ma capacité de Président du Groupe, je voudrais maintenant faire certains commentaires en ce qui concerne le contenu de ce rapport.

Le Groupe de travail s'est réuni entre les 13 et 21 mars de cette année, à New York. Ce rapport représente le résultat de discussions très constructives et approfondies et je voudrais adresser mes remerciements les plus chaleureux aux membres de ce Groupe pour leur coopération. Parmi les éminents experts du Groupe, je tiens à nommer le Pr Dolgu, président de l'Académie des études économiques de Bucarest, qui a lui-même dirigé les travaux du Groupe d'experts

Mme Thorsson (Suède)

travaillant sur les Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, dont le rapport a été présenté en septembre dernier. Grâce à la présence du Professeur Dolgu, nous avons pu tirer parti de l'expérience acquise par le Groupe d'experts et fonder ainsi nos propositions sur des bases déjà établies dans le rapport.

Nous sommes également extrêmement reconnaissants pour l'aide précieuse apportée par certains membres infatigables du Secrétariat, en particulier M. Rolf Björnerstedt et M. Saad Alfarargi, qui représentaient le Centre du désarmement des Nations Unies, et M. Ronald Huisken de l'Université nationale d'Australie, de Canberra, qui nous a servi de conseiller. En outre, nous avons eu le plaisir d'entendre le Professeur Leontieff, ce grand économiste qui nous a renseignés sur le travail supplémentaire qui est effectué sur son modèle pour l'économie mondiale de l'an 2000, étude qui englobe également les dépenses militaires.

Les résultats de nos efforts conjoints vous ont ensuite été présentés sous la forme de directives générales pour une étude approfondie sur les rapports existant entre le désarmement et le développement ainsi que des projets de recommandation tendant à organiser les travaux relatifs à une telle étude.

Les directives générales soulignent l'importance d'une étude qui tienne compte de la manière dont le désarmement peut contribuer au nouvel ordre économique international. On dit que cette étude devrait être orientée vers l'avenir et la politique et qu'elle devrait mettre l'accent sur la nécessité d'une redistribution des ressources, particulièrement au profit des pays en développement, et sur la possibilité d'une telle redistribution. Cette étude devrait servir de base aux décisions des gouvernements, visant des mesures pratiques pour dégager les ressources réelles qui sont actuellement utilisées à des fins militaires. La constitution d'une base de données globales et fiables est un préalable pour ces aspects de l'étude qui sont tournés vers l'avenir.

Mme Thorsson (Suède)

Pour citer le rapport présenté par le Groupe d'experts sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et sur les dépenses militaires : "Cette question du rapport qui existe entre l'armement et le désarmement d'une part, et les différents aspects du développement politique, économique et social, d'autre part, a retenu jusqu'à maintenant trop peu d'attention. Ce rapport a essayé de montrer ces interrelations, mais l'analyse qu'il conviendrait de faire exigerait une étude plus approfondie".

Cette étude sur le désarmement et le développement est d'autant plus importante qu'elle offre la possibilité d'acquérir une connaissance approfondie de certains aspects des rapports qui existent entre le désarmement et le développement, aspects qui étaient insuffisamment connus lorsqu'ils ont servi de base à des décisions. Cette étude donne aussi l'occasion d'informer le public sur de tels aspects.

En gardant présentes à l'esprit ces directives, l'étude devrait porter sur trois domaines principaux :

Premièrement, l'utilisation actuelle des ressources réelles, telles que la main-d'oeuvre, la capacité de recherche et de développement, les possibilités de production et les matières premières, à des fins militaires en examinant tout particulièrement le coût de la répartition actuelle des ressources.

Deuxièmement, les conséquences d'une course aux armements persistante sur l'offre et la demande desdites ressources, ainsi que les effets de l'application des mesures de désarmement sur le développement économique et social, par exemple, en termes d'offre et de demande, sur la capacité de recherche et de développement et sur l'emploi et la production en général.

Troisièmement, tous les problèmes associés à la redistribution des ressources réelles à des fins dont on peut voir qu'elles sont directement liées au développement économique et social, y compris des méthodes pratiques pour le transfert des ressources vers les pays en développement. Ici, des problèmes immédiats, tels que l'emploi, surgissent, ainsi que des questions ayant trait aux besoins en ressources qui, à long terme, pourraient remplacer les demandes militaires. En ce qui concerne le transfert lui-même, le facteur temps est particulièrement important si l'on tient compte des processus de réajustement.

Mme Thorsson (Suède)

Nos connaissances présentent bien des lacunes eu égard aux trois chapitres de l'étude. Certains experts extérieurs ne sont pas d'accord, par exemple, sur les effets qu'une course aux armements continue entraînerait sur la production civile d'un pays et sur le développement économique du monde. De tels points doivent bien sûr être complètement éclaircis avant de proposer des mesures concrètes de réajustement. D'autre part, il est impérieux que nous utilisions au maximum le temps et les ressources dont nous disposons encore pour cette étude. C'est la raison pour laquelle le Groupe a estimé que les travaux sur ces trois thèmes principaux devaient être menés plus ou moins simultanément. Cela est possible si le Groupe de travail rassemble et utilise dans toute la mesure du possible les données et les conseils d'experts qui ont été fournis dès le début de ses travaux. On verra ensuite si des recherches supplémentaires sont nécessaires. L'objectif de cette étude étant de servir de base à des décisions pratiques, l'accent principal devrait être mis sur la phase des travaux consacrée aux conclusions et aux recommandations pratiques qui pourraient être faites aux gouvernements en ce qui concerne la conversion des ressources réelles à des fins constructives pour le développement.

Voilà certaines des idées sur lesquelles se fondent les recommandations sur l'organisation des travaux qui figurent dans le rapport du groupe ad hoc. Il appartiendra maintenant à la session extraordinaire de prendre les décisions définitives quant à l'organisation des travaux et à l'objet de cette étude et de trouver les ressources nécessaires pour la mener à bien.

Pour conclure, au nom de la délégation suédoise, je voudrais citer un passage de l'allocution du Premier Ministre de la Suède, lorsqu'il a pris la parole la semaine dernière en cette Assemblée :

"Le volume immense des ressources consacrées aux armements est particulièrement alarmant dans un monde où il y a des besoins urgents de développement, dans un monde où chaque jour un quart de l'humanité souffre de la faim et de la misère. Les ressources consacrées actuellement aux armements devraient être transférées à des fins plus constructives dans tous les Etats. Cela

Mme Thorsson (Suède)

faciliterait les efforts de la communauté internationale pour fournir aux pays en développement des ressources considérables pour leur développement économique et social. Ainsi, les inégalités flagrantes entre les peuples de différentes parties du monde et à l'intérieur même des Etats pourraient être éliminées plus rapidement.

L'absence d'un véritable progrès en matière de désarmement ne doit certes pas servir d'excuse à des efforts insuffisants pour promouvoir le développement. Le désarmement et le développement sont essentiels, chacun pour des raisons qui lui sont propres."

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie la représentante de la Suède, présidente du Groupe ad hoc sur les relations entre le désarmement et le développement, de nous avoir présenté son rapport.

J'ai maintenant le plaisir de donner la parole au représentant permanent de l'Iran, l'ambassadeur Fereydoun Hoveyda, qui va présenter le rapport spécial du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement, en sa qualité de président de ce Comité.

M. HOVEYDA (Iran) (Président du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous dire, en ma qualité de représentant de l'Iran, combien nous nous réjouissons de vous voir à la présidence de cette importante commission. C'est un plaisir et un honneur pour moi que de servir sous votre présidence en tant que vice-président, et je n'ai guère besoin de m'étendre sur vos éminentes qualités, qui sont connues de tous.

En tant que Président du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement, j'ai le privilège de proposer à l'examen de la Commission le rapport spécial contenu dans le document A/S-10/3. Ce rapport a été préparé conformément au mandat confié au Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement par la résolution 32/89 du 12 décembre 1977, dans laquelle l'Assemblée générale demandait au Comité ad hoc de présenter à l'Assemblée, lors de sa session extraordinaire consacrée au désarmement, un rapport spécial sur l'état de ses travaux et de ses délibérations.

En vertu de ce mandat, le Comité s'est réuni tout d'abord les 13 et 14 mars 1978, et, après un bref échange de vues, a décidé de confier à son groupe de travail ouvert, constitué en 1974, la tâche de formuler un projet de rapport spécial, conformément à la résolution du 12 décembre 1977.

Le groupe de travail a donc commencé ses travaux le 28 mars 1978 et s'est réuni huit fois jusqu'au 3 mai, sous la présidence si compétente du Rapporteur du Comité, M. Ignacio Lopez-Chicheri, de l'Espagne. Grâce au travail dévoué des membres du Groupe de travail et aux négociations que j'ai menées, dans l'exercice de mes responsabilités de président, avec les représentants des Etats dotés d'armes nucléaires, le Comité ad hoc a été à même d'adopter le rapport spécial à sa troisième et dernière réunion de la session, le 8 mai 1978.

M. Hoveyda (Iran)

J'éprouve donc un plaisir tout particulier à féliciter M. Lopez-Chicheri et ses collègues pour l'excellente façon dont ils se sont acquittés de leur tâche.

Conformément à la pratique habituelle relative à l'adoption de ce rapport, le Comité ad hoc a adopté le rapport spécial par consensus. Comme les autres années, sur les cinq puissances nucléaires - lesquelles jouissent des mêmes droits que les membres désignés du Comité - la France, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont participé aux travaux du Comité, tandis que la Chine et les Etats-Unis d'Amérique restaient en contact avec lui par l'entremise de son président.

Pour en venir maintenant à la teneur et à la présentation du rapport, on aura constaté que le document en discussion est divisé en deux volumes. Le volume I porte sur le fond du rapport, tandis que le volume II est une annexe qui contient une étude d'ensemble des positions des Etats présentées au Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement et dans d'autres instances depuis 1974.

On constatera également que le volume I, le corps du rapport, est divisé en cinq chapitres.

Le chapitre I, l'Introduction, procède à un bref historique de l'origine, de l'évolution et du développement de l'idée d'une convocation d'une conférence du désarmement.

Le chapitre II examine les travaux du Comité et ses méthodes de travail et note que depuis sa création le Comité ad hoc s'est essentiellement attaché à examiner toutes les vues et suggestions exprimées par les gouvernements au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement et des problèmes connexes, y compris les conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence. Il note également qu'un aspect important des travaux du Comité a été l'adoption de ses décisions sur la base d'un consensus, fait essentiel qui a permis de faire participer les cinq Etats dotés d'armes nucléaires aux travaux du Comité. Ce chapitre indique également que cette pratique est une caractéristique particulière des travaux du Comité, puisque aucune autre instance traitant exclusivement du problème du désarmement n'a officiellement établi de contacts analogues avec les cinq Etats dotés d'armes nucléaires.

M. Hoveyda (Iran)

Le chapitre III présente les résumés des positions des gouvernements concernant les divers aspects d'une conférence mondiale du désarmement. Ces positions sont prises in extenso dans les rapports successifs du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement.

Le chapitre IV du rapport spécial contient les conclusions, observations et recommandations formulées de 1975 à 1977 par le Comité ad hoc, y compris en ce qui concerne son mandat.

Le cinquième et dernier chapitre du volume I contient les conclusions du rapport spécial, dans lesquelles le Comité ad hoc réaffirme que l'idée d'organiser mondiale du désarmement a été appuyée par un grand nombre d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, encore qu'à des degrés divers et avec certaines divergences de vues quant aux conditions à remplir et quant à certains aspects relatifs à la convocation de la Conférence. Le Comité ad hoc y réaffirme également qu'en ce qui concerne la convocation d'une conférence mondiale du désarmement dans les circonstances actuelles, aucun consensus ne s'est encore dégagé au sein des Etats dotés d'armes nucléaires, dont la participation à une Conférence mondiale du désarmement est jugée essentielle par la plupart des Membres de l'Organisation. En outre, le Comité ad hoc estime que lors de sa session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale voudra peut-être formuler des conclusions sur la question à la lumière du présent rapport spécial et compte tenu des sections pertinentes du rapport du Comité préparatoire (document A/S-10/1).

Avant de terminer ce bref exposé, je dois souligner qu'en préparant ce rapport spécial, le Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement a toujours gardé une conscience aiguë de la nécessité d'aborder ses travaux de façon réaliste et équilibrée. Le fait même que le Comité a été capable de conclure ses travaux de façon si rapide et harmonieuse en dit long sur l'esprit de coopération manifesté par toutes les parties intéressées afin d'atteindre cet objectif.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant permanent de l'Iran, M. Hoveyda, Président du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement, qui nous a présenté le rapport de ce Comité; je le remercie également pour les aimables paroles qu'il a prononcées à mon égard.

Le rapport spécial de la Conférence du Comité du désarmement a été distribué en tant que document officiel de la session extraordinaire, supplément No 2, A/S-10/2; il se compose de deux volumes et d'un additif qui comporte les annexes I et II au rapport.

Avec la présentation de ces deux rapports et l'annonce de la distribution du rapport de la Conférence du Comité du désarmement, nous avons achevé les travaux de ce matin. Vendredi et lundi des chefs d'Etat et de gouvernement feront des déclarations en séance plénière de l'Assemblée générale. De ce fait, nous ne nous réunirons pas en Commission spéciale avant mercredi 7 juin à 15 heures.

Les lieux et heures de réunion des groupes de travail seront annoncés dans le Journal.

La séance est levée à 12 h 45.